



FR

**CETTE ACTION EST FINANCEE PAR L'UNION EUROPEENNE**

**ANNEXE 2**

de la décision d'exécution de la Commission relative au financement du plan d'action annuel en faveur de la République du Gabon pour 2022

**Document d'action « Amélioration de la Gouvernance et de la Démocratie au Gabon »**

**PLAN D'ACTION ANNUEL**

Le présent document constitue le programme de travail annuel au sens de l'article 110, paragraphe 2, du règlement financier, ainsi que le plan d'action au sens de l'article 23(2) du règlement IVCDCI - Europe dans le monde.

## 1 SYNTHÈSE

### 1.1 Tableau récapitulatif de l'Action

<b>1. Intitulé CRIS/OPSYS Acte de base</b>	« Amélioration de la Gouvernance et de la Démocratie au Gabon » N° OPSYS : ACT-60907 N° CRIS : NDICI-AFRICA/2022/043-690 Financé au titre de l'instrument de voisinage, de coopération au développement et de coopération internationale (IVCDCI - Europe dans le monde)
<b>2. Initiative 'Team Europe'</b>	Non
<b>3. Zone bénéficiaire de l'action</b>	L'action sera menée en la République gabonaise
<b>4. Document de programmation</b>	Programme Indicatif Multi-annuel (PIM) 2021-2027 UE-Gabon
<b>5. Lien avec les objectifs du (ou des) PIP (s) /résultats attendus concernés</b>	L'intervention de l'Union européenne se focalise sur la mise en œuvre du domaine prioritaire 3 « Gouvernance » du PIM 2021-2027 UE-Gabon qui intègre en même temps les mesures en faveur de la société civile, prévues dans le cadre des « mesures d'appui » du PIM.
<b>DOMAINES PRIORITAIRES ET INFORMATIONS SECTORIELLES</b>	
<b>6. Domaine(s) prioritaire(s), secteurs</b>	CAD 151 Gouvernement & Société civile
<b>7. Objectifs de développement durable (ODD)</b>	ODD principal : 16 - paix, justice et institutions efficaces. Autres ODD importants (jusqu'à 9) et, le cas échéant, cibles : 4, 5, 8, 9, 10, 12, 13, 15, 16, 17
<b>8 a) Code (s) CAD</b>	150 - Gouvernement et Société Civile 151- Renforcer le cadre de gouvernance liée à l'économie verte 151 - Appuyer la gouvernance démocratique nationale 15152 - Assemblées législatives et partis politiques 15170 - Égalité des femmes dans les organisations et institutions

	15160 - Droits humains			
<b>8 b) Principal canal de distribution @</b>	Gouvernement central donateur - 11000 ONG et Société Civile - 20000 Agence, fonds ou commission des Nations unies (NU) - 41000 Institutions du secteur privé - 60000			
<b>9. Objectifs de dépenses</b>	<input type="checkbox"/> Migration <input checked="" type="checkbox"/> Climat <input checked="" type="checkbox"/> Inclusion sociale et développement humain <input checked="" type="checkbox"/> Égalité de genre <input checked="" type="checkbox"/> Biodiversité <input checked="" type="checkbox"/> Droits de l'homme, démocratie et gouvernance <input type="checkbox"/> Éducation			
<b>10. Marqueurs (À partir du formulaire CAD)</b>	<b>Objectif politique général @</b>	<b>Non ciblé</b>	<b>Objectif significatif</b>	<b>Principal objectif</b>
	Développement de la participation/bonne gouvernance	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
	Aide à l'environnement @	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Égalité entre les hommes et les femmes et autonomisation des femmes et des filles	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Développement du commerce	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Santé génésique, de la mère, du nouveau-né et de l'enfant	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Réduction des risques de catastrophe @	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Inclusion de personnes handicapées @	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Alimentation @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	<b>Marqueurs de la convention de Rio</b>	<b>Non ciblé</b>	<b>Objectif significatif</b>	<b>Principal objectif</b>
	Biodiversité @	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Lutte contre la désertification @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Atténuation du changement climatique @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Adaptation au changement climatique @	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	<b>11. Marqueurs internes et Tags:</b>	<b>Objectifs politiques</b>	<b>Non ciblé</b>	<b>Objectif significatif</b>
Numérisation Tags : connectivité numérique gouvernance numérique entrepreneuriat numérique création d'emplois compétences/compétences numériques services numériques		<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>

	Connectivité Tags : connectivité numérique énergie transports santé éducation et recherche	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>
	Migration (méthodologie en cours de développement)	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Réduction des inégalités (méthodologie en cours de développement)	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Covid-19	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<b>INFORMATIONS RELATIVES AU BUDGET</b>				
<b>12. Montants concernés</b>	Ligne budgétaire : BGUE-B2022-14.020121-C1-INTPA Coût total estimé : 3 200 000 EUR Montant total de la contribution du budget de l'UE : 3 200 000 EUR			
<b>GESTION ET EXÉCUTION</b>				
<b>13. Modalités de mise en œuvre (type de financement et mode de gestion)</b>	Modalité du projet <b>Gestion directe</b> par : - Subventions - Subventions de jumelage (« twinning ») - Marchés publics <b>Gestion indirecte</b> avec une entité dont les piliers ont été positivement évalués			

## 1.2 Résumé de l'Action

L'action accompagne les politiques nationales et notamment le Plan stratégique Gabon émergent 2025 (PSGE 2025). Elle vise notamment à répondre aux défis auxquels le Gabon est confronté et à accompagner le pays dans la poursuite des réformes des cadres institutionnels et juridiques qui ont été effectuées ces dernières années dans de nombreux secteurs. Ces secteurs sont les emplois décents et durables, la gouvernance, la transformation numérique inclusive, la préservation des droits humains et la transition verte. Cette dernière est très importante pour le pays alors que la forêt gabonaise absorbe chaque année 140 millions de tonnes de carbone de l'atmosphère, et que ses émissions annuelles nationales sont de 40 millions de tonnes, ce qui fait du pays d'Afrique centrale l'une des rares nations à absorber plus de carbone qu'elle n'en émet. La forêt couvre plus de 88% de son territoire, et les taux de déforestation sont constamment faibles (moins de 0,08%) depuis 1990. Le Gabon montre la voie en maintenant son statut de pays à haut couvert forestier et faible déforestation (HFLD). Ainsi le Gabon est le premier pays d'Afrique à recevoir des paiements basés sur les résultats pour la réduction des émissions dues à la déforestation et à la dégradation des forêts dans le cadre de l'initiative pour les forêts d'Afrique centrale (CAFI).<sup>1</sup>

Dans le cadre de l'amélioration de la gouvernance liée à l'économie verte, ce programme va appuyer les réformes liées à la gestion des ressources naturelles dont les revenus n'ont pas toujours été gérés dans le respect de règles de transparence. Ainsi le ministère de la Bonne Gouvernance, le groupe ITIE Gabon et la société civile qui intervient sur les questions des industries extractives vont recevoir une assistance technique à travers ce programme, tout comme la société civile qui intervient aux côtés des communautés dans la gestion durable des ressources naturelles. Alors que l'année 2023 est une année importante pour la vie démocratique du pays, trois scrutins vont être organisés par le Gabon dont l'élection présidentielle. Dans le respect de la souveraineté du Gabon et de son organisation, un certain nombre d'acteurs vont pouvoir bénéficier du renforcement des leurs capacités, à

<sup>1</sup> Initiative multi donateurs hébergée par l'ONU, en 2019, pour un total de 150 000 000 USD sur dix ans.

l'instar de la société civile, qui sera appuyée et accompagnée pendant toute la durée de ce programme par des actions structurantes.

## 2 JUSTIFICATION

### 2.1 Contexte

Le Gabon est un Pays d'Afrique centrale qui possède d'importantes ressources naturelles. Selon la « BP Statistical Review 2014 », le Gabon dispose de 2 milliards de barils de pétrole de réserves prouvées. Les premières exportations de pétrole brut gabonais datent du début de 1957. Aujourd'hui, le Gabon occupe le 5ème rang des producteurs pétroliers en Afrique Sub-saharienne. La production gabonaise s'établit à 10,9 millions de tonnes en 2019, soit 218 000 barils/jour<sup>2</sup>. Selon le FMI, la part du pétrole dans le PIB gabonais représente 51% et 85% de ses exportations et plus de 65% de ses recettes budgétaires. En outre, le Gabon est le troisième producteur mondial de manganèse, qui est la principale ressource minière produite dans le pays. La production de manganèse a atteint un record de 8,4 millions de tonnes en 2020, soutenue par la forte demande chinoise. Alors que ce matériau est utilisé pour le fer et l'aluminium, cela lui confère une place importante dans la chaîne de valeurs. La croissance du pays est fragile car elle est très dépendante d'une ressource pétrolière qui subit de très fortes fluctuations sur le marché international depuis 10 ans. Les revenus du secteur pétrolier masquent une situation non pérenne, avec des soldes budgétaires et extérieurs hors pétrole déficitaires et une situation des finances publiques non soutenable sur le long terme. Le Fonds monétaire international (FMI) prévoit que la dette jusque-là « viable », pourrait frôler 75% du PIB en 2021, soit le « repère de risque élevé ». Actuellement le taux d'endettement du pays se situe déjà au-dessus du seuil en vigueur dans la zone CEMAC (70% du PIB). Afin de rompre avec une économie de rente pétrolière, à partir de 2009, le gouvernement s'est engagé dans une politique de diversification de l'économie. C'est dans ce contexte qu'est lancé le Plan stratégique Gabon émergent 2025 (PSGE)<sup>3</sup>, dont l'objectif est de moderniser l'économie gabonaise, la diversifier, et permettre à chaque Gabonais d'accéder à un niveau de vie décent. Dans la Vision Gabon 2025, le pays se donne pour ambition dans son slogan de « modèle de développement », de devenir une économie productive et compétitive, d'assurer la répartition équitable du revenu national et la revalorisation des cultures nationales et d'améliorer le capital humain. Le PSGE 2025 est la vision à long terme du développement du pays et elle est largement partagée par ses partenaires, y compris l'UE.

Les priorités du Gabon sont en phase avec celles de l'UE, notamment dans le domaine de la transition verte, des emplois décents et durables, de la gouvernance, de la transformation numérique inclusive et la préservation des droits humains. Le Gabon a une très importante faune sauvage sur son territoire qui sert d'habitat aux gorilles, aux chimpanzés, aux dauphins, aux baleines à bosse, aux tortues luth, aux hippopotames, aux panthères et aux antilopes et aussi aux éléphants. Selon une étude publiée en 2021, menée par *Wildlife Conservation Society*, l'Agence nationale des parcs nationaux du Gabon (ANPN) et *Vulcan inc.*, le pays abrite 95 000 éléphants de forêt. Des chiffres qui font du Gabon le principal sanctuaire de ces pachydermes au monde. Alors que le pays est peu densément peuplé, avec une population de 2 millions d'habitants (2017) et 85% de son territoire occupé par la forêt, le Gabon vit le paradoxe d'être un Pays à Revenus Intermédiaires (PRI) de la tranche supérieure avec des indicateurs sociaux de Pays les Moins Avancés (PMA). Selon le classement de développement humain 2020, le Gabon occupe la 119<sup>e</sup> place au monde et la 9<sup>e</sup> place en Afrique<sup>4</sup>. Bien que le PIB par habitant s'élève 6 881,7 USD (Banque mondiale, 2020)<sup>5</sup>, l'un des plus élevés du continent africain, la pauvreté est persistante (33,4% en 2017 contre 32,7% en 2005) avec des inégalités sociales importantes. La pauvreté extrême frappe surtout le milieu rural avec plus de 25% (vs 8% globalement), tandis que près de 15% de la population a été considérée en état de pauvreté multidimensionnelle en 2019, subissant des privations d'accès à l'éducation, à la santé et à l'amélioration du niveau de vie.

Quant au chômage, il représente 20,4% de la population active selon les données les plus récentes (2010) de l'Organisation internationale du travail<sup>6</sup>, alors que le chômage des jeunes de la tranche d'âge 15-24 ans est de l'ordre de 35,7%. Le taux de chômage officiel est élevé au Gabon, avoisinant 20% (seules 30% des femmes sont représentées sur le marché de l'emploi), en partie en raison de la dépendance de l'économie du secteur pétrolier qui génère peu d'emplois, ainsi que des rigidités de la réglementation du travail et de l'inadéquation des compétences.

<sup>2</sup> <https://www.bp.com/content/dam/bp/business-sites/en/global/corporate/pdfs/energy-economics/statistical-review/bp-stats-review-2021-full-report.pdf>

<sup>3</sup> <http://www.gouvernement.ga/2-premier-ministre/1086-le-psge-presente-aux-partenaires-techniques-et-financiers/>

<sup>4</sup> <https://hdr.undp.org/system/files/documents/hdr2020frpdf.pdf>

<sup>5</sup> <https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/NY.GDP.PCAP.CD?locations=GA>

<sup>6</sup> <https://ilostat ilo.org/data/country-profiles/>

Pour les autorités gabonaises, l'atteinte des objectifs visés par les piliers économiques du Gabon émergent passe par une lutte acharnée contre la corruption et le blanchiment des capitaux à travers une « politique volontariste ». C'est ainsi que le 2 décembre 2019 a été créé le Ministère de la Promotion de la Bonne Gouvernance et de la Lutte contre la Corruption. Une vaste campagne de lutte contre la corruption a débuté en 2020 et elle implique de nombreux partenaires nationaux et internationaux. En outre, en Mars 2021, après huit ans d'absence, le Gabon a réintégré l'Initiative pour la Transparence des Industries Extractives (ITIE). L'une des principales motivations de l'adoption de la norme ITIE par le Gabon est le désir de produire des données plus pertinentes, plus fiables et plus utilisables pour conduire des réformes plus vastes de la gouvernance du secteur extractif. D'après le rapport 2021 de *Transparency International*, sur l'indice de perception de la corruption dans le monde, le Gabon y fait une amélioration de 5 places, passant du 129<sup>e</sup> rang l'année 2020 au 124<sup>e</sup> en 2021<sup>7</sup>. Au regard de la gouvernance démocratique, les résultats de l'élection présidentielle du 27 août 2016 ont été contestés par les partis politiques de l'opposition et des incidents violents ont éclaté dans l'ensemble du pays.

Faisant suite à la crise de 2016, un dialogue politique national a été organisé à Angondjé du 28 mars au 27 Mai 2017 entre le gouvernement du président du Gabon Ali Bongo et une partie de l'opposition. Ce dialogue a abouti à plusieurs réformes politiques et institutionnelles dont la création du centre gabonais des élections où siègent de manière paritaire les partis politiques de la majorité et de l'opposition. La loi électorale a été modifiée par ordonnance le 26 janvier 2018, en accord avec les résolutions prises lors du Dialogue politique. La nouvelle loi électorale instaure le scrutin uninominal majoritaire à deux tours pour l'élection d'un nombre de députés porté à 143. Les élections législatives gabonaises de 2018 ont eu lieu au Gabon les 6 et 27 octobre 2018 afin d'élire les 143 membres de l'Assemblée nationale et le même jour, les électeurs étaient appelés à voter pour les élections municipales et départementales. Les prochaines échéances électorales, les élections présidentielles, législatives et locales devraient avoir lieu à partir du mois d'août 2023.

En ce qui concerne la représentation des femmes dans la sphère décisionnelle, il peut être noté que seulement 15,5% sont femmes dans le Gouvernement, 16,4% sont femmes au niveau du Sénat, 15% au niveau de l'Assemblée nationale et 6% de maires sont femmes. Malgré la volonté manifestée de promouvoir les femmes sous tous les plans, celle-ci se heurte à divers obstacles. Primo une législation hybride qui reconnaît aux femmes tous leurs droits, mais qui en même temps semble les leur retirer en voulant respecter certaines valeurs traditionnelles qui annihilent ces droits ; secundo une lenteur des mécanismes d'adoption, d'abrogation ou d'amendement de certains textes discriminatoires décriés depuis un certain temps et in fine les normes sociales inégales.

Alors que le Gabon et l'UE ont une ancienne et fructueuse coopération sur de très nombreux sujets tels que le changement climatique, la préservation de la biodiversité, la paix et la sécurité régionale, les élections présidentielles d'août 2016 ont été la cause de la détérioration provisoire des relations entre l'Union européenne et le gouvernement gabonais. Sur la base du rapport final de la mission d'observation électorale de l'UE publié en 2016, de la résolution du Parlement européen du 2 février 2017 et des violences post-électorales, le dialogue politique entre l'UE et le Gabon a été suspendu en septembre 2017. Le dialogue politique intensifié a repris en novembre 2019 et s'est clôturé en décembre 2019 avec un engagement du gouvernement gabonais à résoudre plusieurs questions de droits de l'homme et de gouvernance démocratique. Un groupe de travail conjoint UE-Gabon s'est réuni tout au long de l'année 2020. Des progrès ont été considérés comme réalisés en décembre 2020. Le dialogue politique formel a repris en janvier 2021. Il s'organise autour des questions des droits humains, des libertés fondamentales, de la gouvernance démocratique et des élections. La coopération entre le Gabon et l'UE s'exerce dans le respect de la souveraineté du pays.

<sup>7</sup> <https://www.transparency.org/en/cpi/2021>

## 2.2 Analyse des problèmes

### R1) Renforcer le cadre de gouvernance liée à la gestion des ressources naturelles extractives

La création d'un Ministère de la promotion de la bonne gouvernance, de la lutte contre la corruption et de l'évaluation des politiques publiques le 11 juin 2019 répond à la volonté de l'État d'éradiquer la corruption, la mauvaise gestion et la mauvaise gouvernance. L'administration de ce ministère est constituée de cadres hautement qualifiés dans leurs secteurs respectifs mais ils manquent d'expertise spécifique dans le cadre du mandat qui leur est conféré. Alors que le Ministère a élaboré son programme national d'appui à la gouvernance (PRONAGAB), il bénéficie de très peu d'appui pour mettre en œuvre son programme. En 2021, le ministère de la Promotion de la bonne Gouvernance et de la Lutte contre la Corruption a bénéficié d'un appui technique de l'ONUDC dans le cadre du programme régional « PARCIC - Appui aux réformes et renforcement des capacités institutionnelles » d'un programme financé par l'UE<sup>8</sup> pour l'évaluation de la mise en œuvre et l'actualisation du document de stratégie de lutte contre la corruption et le blanchiment des capitaux<sup>9</sup> dont les plans sectoriels sont suivis par la Direction générale de Lutte contre la Corruption et par la Commission nationale de Lutte contre l'Enrichissement illicite. Cette stratégie couvre tous les secteurs et n'a pas de limitation particulière.

De manière générale, le cadre législatif et réglementaire au Gabon est parfois inadapté à la pratique de la bonne gouvernance et de la transparence. Depuis le départ du Gabon de l'Initiative pour la Transparence des Industries extractives (ITIE) en février 2013, le Pays a été à nouveau admis, en octobre 2021, et est soumis à de nombreuses exigences. Quoique la question de l'environnement (forêts/bois, agro-industrie) fasse partie des propositions de la société civile, pour le moment seuls le pétrole et les mines (manganèse, or, fer) sont officiellement ciblés par le Gouvernement du Gabon. La proposition de la société civile d'inscrire les ressources naturelles renouvelables dans l'ITIE faisait particulièrement sens depuis la position officielle du Gouvernement du Gabon en mai 2022 de se retirer du processus « Forest, Law, Enforcement, Governance and Trade » (FLEGT) dans lequel il était engagé depuis 2010 et qui offrait un véritable espace de dialogue multipartite dédié au secteur de la forêt (couvrant aussi en partie l'agriculture). La création de Zones économiques spéciales (ZES) au Gabon, disposant de guichet unique et où le secteur vert (bois, agriculture) est fortement représenté, aurait constitué une opportunité pour couvrir, au moins en partie, ce secteur. Malgré tout, il est peu probable que le Gouvernement accepte sur le court terme d'inscrire ces secteurs forêts/bois et agro-industrie dans l'ITIE.

Les autres espaces de participation au débat public, touchant la gouvernance des ressources naturelles des secteurs forêts/bois et agro-industrie, sont d'une part liés au processus normaux de consultation lors de l'élaboration et révision des textes de lois et des textes d'application (par exemple le Code Forestier est en révision et une Loi Climat sera bientôt promulguée) et d'autre part liés aux schémas de certification privés exigés par les processus de *due diligence* mis en place par les pays importateurs dont l'UE et pour lesquels les référentiels doivent être élaborés et validés démocratiquement par des groupes multipartites (ex. certification FSC<sup>10</sup> et PEFC<sup>11</sup> pour le secteur bois, RSPO<sup>12</sup> pour le palmier à huile, etc.).

Fort des constats ci-dessus, l'initiative ITIE reste aujourd'hui l'initiative prioritaire dans laquelle le Gouvernement souhaite s'investir et offre une possibilité de débat public sur la gestion de la chose publique.

L'ITIE Gabon a un faible niveau d'opérationnalisation de ses organes, faibles capacités des parties prenantes en audit des revenus du secteur extractif et une insuffisance d'outils techniques et de mécanismes de surveillance des industries extractives, a une opacité des opérations dans la chaîne de valeur, une faible traçabilité et une reddition insuffisante des revenus issus de l'exploitation des ressources extractives.

La participation de la société civile est considérée fondamentale pour atteindre les objectifs de l'ITIE. Elle doit être en mesure de s'engager dans le débat public lié au processus ITIE et exprimer des opinions sur le processus sans contrainte, coercition ou représailles. Malgré l'existence de plusieurs plateformes ou coalitions comme « Publiez ce que vous payez » très actives dans l'ITIE ou encore « Gabon, ma terre, mon droit », la société civile au Gabon manque d'outils pour participer efficacement aux sessions de travail du groupe ITIE. Aussi, il est important de

<sup>8</sup> FED/2017/389329 Renforcement des capacités des acteurs de la chaîne pénale et de la coopération entre les Etats Membres de la CEEAC pour la lutte contre la criminalité liée aux espèces sauvages et le trafic illicite des ressources naturelles

<sup>9</sup> <https://www.undp.org/fr/gabon/publications/strat%C3%A9gie-nationale-de-lutte-contre-la-corruption-et-le-blanchiment-des-capitaux>

<sup>10</sup> Forest Stewardship Council

<sup>11</sup> [Programme for the Endorsement of Forest Certification](#)

<sup>12</sup> Roundtable on Sustainable Palm Oil

noter que certaines industries sont installées dans des contextes marqués par la présence humaine, et on assiste à la superposition d'intérêts parfois divergents sur des mêmes espaces (concessions forestières ou agricoles, minières....). Afin de faciliter cette cohabitation, le législateur a reconnu aux communautés locales, à travers le code forestier, la pratique des droits procéduraux et substantiels et il est reconnu aux Organisations Non Gouvernementales (ONG) le droit de veiller à la protection de l'environnement et d'ester en justice en cas d'atteinte de ces droits. Les ONG rencontrent plusieurs difficultés à ce niveau : une consultation limitée des différents acteurs, la complexité des contenus des études, la faible maîtrise du cadre juridique et des procédures de suivi par les communautés, l'absence d'études d'impact, une faible implication des autorités avec, comme conséquence, une mise en œuvre approximative de ces obligations.

## R2) Appuyer la gouvernance démocratique nationale

La maîtrise procédurale des opérations électorales est de nature à crédibiliser le processus électoral. Alors que les trois scrutins de 2023 présentent des défis opérationnels et logistiques, un des plus gros défis va être la formation en cascade des agents des bureaux de vote par les nombreuses commissions électorales locales. Un des défis qui se présente est la maîtrise du cadre légal qui gouverne les élections par les acteurs électoraux, alors que la méconnaissance, semble-t-il, est source de nombreuses incompréhensions et tensions au cours du processus électoral. Depuis le dialogue politique d'Angondjé, les partis politiques jouent un rôle déterminant dans la composition des commissions électorales locales. Non seulement ils devront présenter des candidats aux élections mais aussi activement participer à l'organisation des commissions électorales locales, envoyer leurs membres pour participer à la formation des bureaux de vote, et nommer des scrutateurs afin de collecter les PV des bureaux de vote. Des nombreux défis peuvent être détectés à niveau des capacités institutionnelles et organisationnelles de certains partis politiques. On remarque des faibles connaissances de leurs obligations statutaires et fonctionnelles mais aussi ils nécessitent de recevoir des formations sur l'adoption des meilleures pratiques pour renforcer leur légitimité, et le caractère inclusif et démocratique de leurs structures.

Libéralisé depuis 1991, le paysage médiatique gabonais est diversifié. Il compte une trentaine de publications écrites, dont la parution est irrégulière en raison des contraintes financières ou de raisons politiques, deux quotidiens, une quarantaine de stations de radio privées et plusieurs chaînes de télévisions. Les médias du pays sont généralement très polarisés et liés au pouvoir ou à l'opposition. Ils sont placés sous l'autorité du Ministère de la Communication et soumis au contrôle et à la régulation de la Haute Autorité de la Communication (HAC). La Constitution gabonaise garantit à la fois la liberté d'expression et la liberté de la presse. Reporters sans frontières (RSF) constate que, malgré le fait que le Gabon gagne 4 places et se situe au 117<sup>e</sup> rang mondial en 2021, la HAC censure de manière trop systématique les médias. Les journalistes s'autocensurent par peur des représailles alors que la profession est marquée par l'absence de mesures de protection et par la précarité des conditions d'emploi. Par manque de formation professionnelle, les journalistes n'arrivent pas à produire une information de qualité impartiale, éthique et qui suit des règles de déontologie. Dans les cas extrêmes lors des campagnes électorales, les journalistes sont perçus comme des activistes manquant d'impartialité. Il en résulte que l'organe de régulation des médias n'arrive pas à concilier la liberté de la presse et un contrôle effectif des médias. Au regard de son mandat, la HAC n'est pas suffisamment outillée pour former des médias qui vont couvrir les informations électorales de 2023. La participation des femmes à la vie publique n'est pas assez significative au Gabon. Depuis 2016 la loi gabonaise réserve un quota de 30% aux femmes et aux jeunes dans les positions électives et le paysage politique gabonais est marqué par la présence de femmes à certains postes clés, tels que la présidence du Sénat ou la Primature et la Mairie de Libreville, mais ces dernières restent largement sous-représentées parmi les élus de la République au sein du gouvernement, dans les instances nationales et les collectivités locales.

En effet, en ce qui concerne la représentation des femmes dans la sphère décisionnelle, il peut être noté que seulement 15,5% sont femmes dans le Gouvernement, 16,4% sont femmes au niveau du Sénat, 15% au niveau de l'Assemblée nationale et 6% de maires sont femmes. Malgré la volonté manifestée de promouvoir les femmes sous tous les plans, celle-ci se heurte à divers obstacles. Les lois adoptées en 2021 font largement progresser une législation qui reconnaît aux femmes tous leurs droits et l'égalité avec les hommes, mais il reste en même temps des obstacles sociétaux ou liés à certaines valeurs traditionnelles qui font obstacle à la concrétisation de ces droits.

Le Gabon souhaite atteindre 30% de femmes dans les institutions publiques mais ne dispose pas des textes d'application nécessaires. La loi n°9/2016 fixant les quotas d'accès des femmes et des jeunes aux élections politiques et celui des femmes aux emplois supérieurs de l'État, ne s'accompagne, à ce jour, d'aucun décret ou



texte d'application. Le non-respect du quota fixé prévoit des sanctions telles le refus d'enregistrement de listes ne respectant pas les quotas ou des sanctions financières (pour les partis présents au Parlement et bénéficiant de telles subventions, mais celles-ci ne sont pas mises en œuvre faute de décrets d'application. Les femmes qui s'engagent en politique connaissent également des difficultés liées aux préjugés négatifs et aux campagnes de dénigrement qui se relaient sur les réseaux sociaux et témoignent de violences à leur encontre.

### R3) Renforcer les capacités de la société civile

Il est difficile de déterminer le nombre exact d'Organisation de la Société Civile (OSC) au Gabon, et aucune statistique n'est disponible sur le nombre d'OSC au Gabon en 2019. Dans son dernier recensement des OSC en 2017, le Réseau des organisations et des projets associatifs du Gabon (ROPAGA) dénombrait presque 1 750 associations. Le nombre des syndicats des secteurs privé et public n'est pas connu. De manière générale, la société civile gabonaise est fragmentée, faiblement structurée, avec de faibles capacités de gestion financière et des problèmes récurrents de conflits d'intérêt, ce qui ralentit l'évolution vers des rôles de plaidoyer. Elles peuvent potentiellement intervenir sur un grand nombre de secteurs mais leur impact en matière de plaidoyer reste marginal car elles n'ont pas accès aux sources de financement faute de pouvoir démontrer aux bailleurs une capacité organisationnelle et managériale de suivi et de gestion des subventions. Néanmoins, il y en a quelques-unes qui sont opérationnelles et très bien outillées qui interviennent sur les questions relatives à la gouvernance forestière, aux changements climatiques, à la protection des droits des communautés et pour des actions de sensibilisation vers les femmes. Ces structures sont actives aussi au niveau de la sous-région dans l'espace CEEAC, en réseau avec les autres organisations sous régionales.

## 3 DESCRIPTION DE L'ACTION

### 3.1 Objectifs et produits

L'objectif général (impact) de cette action est de renforcer les capacités d'un nombre ciblé d'institutions démocratiques. Il permettra d'accompagner le gouvernement sur les questions liées aux droits humains, à la bonne gouvernance et à la lutte contre la corruption, notamment en termes d'amélioration de la gestion des finances publiques et de la ressource fiscale, avec un accent sur l'accès et la bonne gouvernance des ressources naturelles.

Les objectifs spécifiques (résultats) de cette action sont :

1. Renforcer le cadre de gouvernance lié à la gestion des ressources naturelles
2. Appuyer la gouvernance démocratique nationale notamment via un renforcement des capacités des institutions nationales et des autorités locales, y compris les médias (liberté d'expression, pluralisme, leadership et autonomisation des femmes)
3. Renforcer les capacités opérationnelles de la société civile en tant qu'acteur de gouvernance et soutenir sa participation active dans le plaidoyer, la planification, mise en œuvre et suivi du développement local, en synergie avec les autorités locales.

1. Les produits de cette action contribuant aux objectifs spécifiques (effet(s) attendu(s)) correspondants sont les suivants :

#### OS 1 : Renforcer le cadre de gouvernance lié à la gestion des ressources naturelles extractives

- 1.1. Les capacités du Ministère de la Promotion de la Bonne Gouvernance sont renforcées pour lutter contre la corruption, les trafics et pillages des ressources au Gabon
- 1.2. Les capacités du groupe d'Initiative pour la transparence dans les industries extractives (ITIE) au Gabon sont accrues dans le cadre de sa participation à la mise en œuvre de l'ITIE
- 1.3. Les capacités de la société civile sont renforcées dans la mise en œuvre de l'ITIE



2. OS 2 : Appuyer la gouvernance démocratique nationale (liberté d'expression, pluralisme, leadership et autonomisation des femmes)
  - 2.1. En accord avec le Ministère de l'Intérieur et le Conseil National de la Démocratie (CND), les capacités des partis politiques sont renforcées pour la tenue des élections inclusives, transparentes et apaisées.
  - 2.2. Les capacités des institutions démocratiques impliqués dans le processus électoral sont appuyées pour renforcer la crédibilité des opérations électorales.
  - 2.3. Les capacités des médias et de la Haute Autorité de la communication sont renforcées pour une participation effective et proactive des médias aux thématiques environnementales<sup>13</sup> et une couverture déontologique de l'information (y inclus les aspects genre – représentations des femmes politiciennes).
  - 2.4. L'engagement des femmes qui participent à la vie publique du Gabon est renforcé.
3. OS 3 : Renforcer les capacités opérationnelles de la société civile
  - 3.1. Les capacités de la société civile sont renforcées pour de meilleures fonctionnalités (formulation et gestion de projets, suivi/évaluation, approche basée sur les droits humains et genre, gestion interne, lobbying et dialogue, etc.).
  - 3.2. La société civile est dotée des outils et connaissances qui lui permettent d'intervenir efficacement sur le terrain et de s'engager sur les politiques sectorielles ciblées (analyse genre sectorielles, par exemple sur la corruption).
  - 3.3. Les communautés locales ont des connaissances renforcées sur les obligations sociales et environnementales des concessionnaires ce qui leur permet d'exercer un suivi et d'exercer leurs droits.

## 3.2 Activités indicatives

### Activités liées au produit 1.1

- Organiser des séminaires thématiques des groupes cibles en matière de gouvernance, transparence, indicateurs, tableaux de bord, redevabilité, qualité, normalisation, conception et évaluation des politiques publiques, systèmes de suivi et évaluation, indicateurs, système de management, de lutte contre la corruption, d'enrichissement illicite, de blanchiment des capitaux.
- Planifier et mettre en œuvre la norme ISO 37 001 (Système de Management Anti -Corruption) au sein de l'administration gabonaise selon une approche centre – périphérie.

### Activités liées au produit 1.2

- Réaliser des études diagnostiques approfondies en référence aux exigences de la norme.<sup>14</sup>
- Organiser des ateliers de renforcement des capacités des membres du GMP sur les exigences de la Norme ITIE relatives aux contrats et licences, la propriété effective, la collecte et la répartition des revenus et organiser des sessions de formations thématiques.

### Activités liées au produit 1.3

- Organiser des ateliers sur la Norme ITIE 2019 en ligne avec le plan de travail triennal (2022-2024) du GMP ITIE Gabon.
- Organiser des séances de sensibilisation et d'échanges avec les communautés et les autorités locales des zones extractives et mise en place de cadres permanents.

<sup>13</sup> Y incluant la couverture par les médias des questions qui relèvent de l'évaluation de l'impact environnemental et social.

<sup>14</sup> Réalisation d'une étude de cadrage pour la définition du périmètre et du seuil de matérialité pour la production du rapport de conciliation, d'une étude de faisabilité pour l'intégration de la divulgation prescrite par l'ITIE dans les systèmes d'information du gouvernement et des entreprises

- Identifier un mécanisme de financement des OSC pour leur permettre de faire le suivi et la sensibilisation.

#### Activités liées au produit 2.1

- Organiser, en concertation avec le Ministère en charge de l'Intérieur et le CND, des ateliers thématiques pour les partis politiques pour accroître la démocratie interne dans les partis politiques, promouvoir le rôle des femmes, promouvoir le dialogue entre partis, etc.
- Élaboration de manuels et guides pédagogiques sur les thématiques.

#### Activités liées au produit 2.2

- Formation, en accord avec le Ministère en charge de l'Intérieur, des employés ressources humaines qui travaillent dans des institutions démocratiques impliquées dans le processus électoral, y inclus au niveau local, pour améliorer leurs capacités de gestion, prévention des conflits, transparence, etc.

#### Activités liées au produit 2.3

- Élaboration du manuel du journaliste gabonais et des grands principes de déontologie (y inclus les aspects genre et droits humains).
- Organisation d'ateliers de formation des journalistes sur les grands principes de la déontologie chez les médias en période électorale (minimum 30% femmes journalistes).
- Organisation d'ateliers sur les principes déontologiques pour les journalistes qui diffusent les informations sur les réseaux sociaux (minimum 30% femmes journalistes).

#### Activités liées au produit 2.4

- Organisation d'une caravane de citoyennes engagées à l'approche des élections en partenariat avec les femmes sénatrices du Gabon.
- Actions de communication et de sensibilisation, notamment auprès des partis politiques, participation à des tables rondes, émissions de radio, plaidoyer pour une participation accrue des femmes en politique.
- Élaboration du guide de la femme candidate aux élections au Gabon.

#### Activités liées au produit 3.1

- Organisation d'un cycle d'ateliers de formations, adaptées aux besoins, sur la formulation et la gestion de projets, le suivi/évaluation, la gestion interne, l'approche droits humains et genre, le lobbying et le dialogue.

#### Activités liées au produit 3.2

- Organisation d'ateliers de formations, adaptées aux besoins, sur un certain nombre de thématiques qui vont permettre à la société civile d'intervenir efficacement et de s'engager sur les politiques sectorielles ciblées comme le développement, le changement climatique, la gestion des ressources naturelles, les droits humains, l'égalité de genre et l'autonomisation des femmes, la démocratie, la paix et la sécurité.
- Organisation d'ateliers d'information sur les mécanismes de financement durable auxquels les OSC sont éligibles.

#### Activités liées au produit 3.3

- Faire un état des lieux des obligations environnementales et sociales (droits humains et genre) des concessionnaires privés prévus par les réglementations en matière de gestion des ressources naturelles extractives et non extractives (mines, forêt/bois, agro-industrie), tout en capitalisant sur le travail en cours par le Gouvernement de planification nationale de l'affectation des terres qui devrait permettre de clarifier les superposition de droits et d'usages sur un même espace.
- Élaboration et Production de guides simplifiés sur le cadre juridique des obligations environnementales et sociales (principes directeurs des Nations unies relatifs aux entreprises et aux droits humains).

### 3.3 Intégration des questions transversales

#### **Protection de l'environnement et changement climatique**

Conformément aux codes du CAD de l'OCDE identifiés à la section 1.1, l'aide à l'environnement est un objectif significatif de cette action. La prise en compte du changement climatique tout comme celle de la biodiversité sont des thématiques très fortes de ce programme notamment dans les volets 1 et 3. L'implication des industries extractives dans la lutte contre les changements climatiques est un sérieux enjeu pour atteindre l'objectif de la réduction des gaz à effet de serre. Le Cinquième Rapport d'Évaluation (AR5) du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) conclut que le changement climatique ne fait aucun doute et que l'activité humaine, en particulier les émissions de dioxyde de carbone, en sont très probablement la cause principale.<sup>15</sup> Alors que les industries extractives sont non seulement les catalyseurs de la dégradation de l'environnement mais aussi les destructeurs des moyens de subsistance des communautés, la Cop 26 sur le changement climatique a insisté afin que les industries extractives aient une démarche proactive vis-à-vis du climat et intègrent des mesures d'adaptation et d'atténuation dans leurs activités. L'objectif recherché est de réduire les émissions de dioxyde de carbone et la pollution de l'environnement.

Ce programme, dont les bénéficiaires directs sont les communautés riveraines des sites d'exploitation, la société civile qui intervient sur les questions extractives, le groupe ITIE, les médias qui vont suivre les questions environnementales, va renforcer la capacité de tous ces acteurs qui pourront suivre les obligations sociales et environnementales des opérateurs, les interpeller en cas de manquements des cahiers des charges ou de violation des recommandations des études d'impact environnementales. L'adoption des meilleures pratiques environnementales, notamment pour trouver des solutions aux défis des changements climatiques et de manière globale le renforcement de la conformité environnementale des exploitants et industries qui opèrent sur le territoire gabonais, seront à travers ce programme au centre des préoccupations pour une meilleure gouvernance environnementale. Non seulement les communautés riveraines seront mieux protégées mais l'immense biodiversité qui vit dans les forêts sera mieux protégée par ricochet, dans un pays dont 80% du territoire national est couvert par la forêt, soit une superficie de 22 millions d'hectares. La question de la lutte contre le braconnage et le commerce illicite des espèces de faune sauvage, parfois étroitement liés à la présence des opérateurs des industries extractives dans les zones les plus reculées du pays, sera prise en compte dans le cadre de synergies avec d'autres programmes spécifiques. En outre, il est attendu de ce programme qu'il ait un impact très positif sur la prévention des catastrophes naturelles qui souvent sont générées par la négligence d'ordre environnemental ou le non-respect ou la faiblesse du respect des études d'impact environnementales et sociales.

#### **Égalité entre les hommes et les femmes et l'autonomisation des femmes et des filles**

Conformément aux codes du CAD de l'OCDE identifiés à la section 1.1, cette action porte la mention G2. Cela implique qu'à travers ce programme gouvernance, dans le volet gouvernance démocratique, un projet complet sera consacré à favoriser et encourager la participation des femmes en politique afin d'atteindre le quota des 30% de femmes élues. La participation des femmes en politique est trop marginale alors que la loi du 5 septembre 2016 a institué un quota d'accès des femmes et des jeunes aux élections politiques et aux emplois supérieurs de l'État. Cette disposition n'est pas respectée en l'absence de décret d'application mais aussi de mesures d'accompagnement comme la sensibilisation. Le projet supportera une campagne de sensibilisation pour les femmes en politique et va procéder au renforcement des capacités des femmes candidates et aussi va former les femmes élues sur les questions de budgétisation sensible au genre et au leadership ainsi que les journalistes.

De même, alors que le programme va procéder en renforcement des capacités des partis politiques et les médias, la question du positionnement des femmes sur les listes électorales sera une des thématiques fortes des formations. En plus, la composante 3) prévoit le renforcement de capacités des OSC par rapport aux aspects genre et approche basée sur les droits humains. L'action va contribuer au GAP III (2021-2025)<sup>16</sup> visant à renforcer la participation des femmes dans les sphères politiques, améliorer la représentation des femmes par les médias, etc.

<sup>15</sup> <https://www.cisl.cam.ac.uk/system/files/documents/industries-briefing-web-fr.pdf>

<sup>16</sup> Plan d'action de l'Union européenne sur l'égalité entre les hommes et les femmes (GAP III) - Un programme ambitieux pour l'égalité entre les hommes et les femmes et l'autonomisation des femmes dans l'action extérieure de l'Union européenne. JOIN(2020) 17 final du 25.11.2020

## **Droits humains**

La question des droits humains occupe une très forte place dans ce programme notamment au regard des activités qui visent à renforcer la capacité des communautés riveraines, y incluant les communautés autochtones, à faire valoir leurs droits d'usage coutumier et le droit au partage des bénéfices issus de la gestion des ressources naturelles. Il existe une mise en danger et marginalisation des populations fragiles et vulnérables vivant proches des sites extractifs et occasionnant une perte des droits fondamentaux de la personne. Les conséquences pour ces communautés sont la détérioration de leur cadre de vie, de leurs habitats, la privation de leurs ressources en violation du code forestier et de leurs droits fondamentaux humains reconnus dans de nombreuses conventions internationales. En outre, les retombées attendues des volets sont aussi très significatives en ce qui concerne le droit des femmes alors que le Gabon a ratifié les principaux instruments internationaux et régionaux relatifs aux droits des femmes, dont la Convention sur l'Élimination de toutes les formes de discriminations à l'égard des Femmes (CEDEF) et le Protocole de Maputo, puis adhéré à la plateforme de Beijing en 1995 dont les dispositions sont en faveur de la promotion des droits des femmes dans la société. L'action respectera les principes opérationnels d'une approche basée sur les droits humains : respect de tous les droits humains, transparence, redevabilité, participation et non-discrimination.

---

## **Invalidité/Handicap**

Conformément aux codes du CAD de l'OCDE identifiés à la section 1.1, cette action porte la mention D1. Cela implique que (a) dans le cadre de gouvernance lié à l'économie verte un certain nombre de retombées sont attendues du volet 1.3 vis-à-vis des personnes vivant dans les situations les plus vulnérables au sein des communautés riveraines, comme les personnes qui vivent avec un handicap. En outre, sur le volet gouvernance démocratique, la formation des formateurs des agents des bureaux de vote va prendre en compte les aménagements du vote pour les personnes qui souffrent d'un handicap. L'accessibilité aux activités de renforcement des capacités et aux consultations des personnes handicapées sera assurée. Notamment en garantissant un accès physique aux lieux, un format d'information et de communication accessible et en veillant à ce que les personnes handicapées soient activement invitées aux activités du projet.

---

## **Démocratie**

L'entière du programme gouvernance, que ce soit lié à l'économie verte, à la gouvernance démocratique ou au renforcement des capacités de la société civile, vise une plus grande participation citoyenne. Il vise l'amélioration du suivi et du contrôle citoyen vis-à-vis d'un grand nombre d'obligations et de conformités qui sont dévolues à l'Etat ou aux concessionnaires privés qui ont obtenu des autorisations d'exploiter les ressources naturelles du pays.

- Contrôle citoyen dans l'exploitation des industries extractives
- Contrôle citoyen dans l'exploitation des ressources naturelles
- Contrôle citoyen dans le cadre d'une plus grande participation des femmes au processus électoral
- Renforcement des capacités de la société civile dans un grand nombre de secteurs pour qu'elle participe au contrôle citoyen.

En outre, dans le volet d'appui à la gouvernance démocratique, le renforcement des capacités des acteurs qui participent au processus électoral vise directement à améliorer le fonctionnement des institutions impliquées dans les consultations populaires. Les objectifs sont l'organisation de consultations démocratiques plus apaisées, plus professionnelles et dans le respect mutuel des obligations et devoirs de chacun.

---

## **Sensibilité aux conflits, paix et résilience**

Au Gabon, l'exploitation des ressources naturelles est source de conflits entre les exploitants et les communautés, mais aussi entre les communautés et la faune sauvage qui subit parfois par ricochet les conséquences de la privation de son habitat naturel. À titre d'exemple, les éléphants, du fait de la privation de leur habitat des suites d'une exploitation minière ou industrielle, sont parfois de facto poussés à rentrer dans les concessions et les greniers pour subvenir à leurs besoins alimentaires. Il en résulte des conflits violents qui auraient dû être appréhendés préalablement dans les études d'impact sociales et environnementales. Outiller la société civile et les communautés

sur un certain nombre d'obligation des exploitants aura un impact réel sur l'atténuation des conflits et aussi augmentera la résilience de ces communautés.

### Réduction des risques de catastrophes

La connaissance par les communautés des devoirs environnementaux et sociaux des exploitants des ressources naturelles aura un effet direct sur la réduction des risques de catastrophes. Les communautés seront à même de vérifier les cahiers des charges des exploitants, de comprendre les risques qui ont été soulevés dans les études d'impact environnemental et social des projets d'exploitation en milieu rural et de faire valoir leurs droits afin de réduire les risques de catastrophe. Alors que les altérations anthropiques de la planète – la destruction des forêts, le commerce légal et illégal de la faune, le changement climatique et autres perturbations – accentuent les interactions contre nature entre les espèces et favorisent les mutations des maladies et l'infection de nouveaux hôtes, les actions menées par la Direction générale de la Faune et des Aires protégées sous le volet 1.4 aura un rôle préventif des risques des pandémies dues aux maladies zoonotiques qui se transmettent des espèces de faune sauvage à l'homme mais aussi des espèces de faune sauvage aux animaux domestiques.

## 3.4 Risques et enseignements tirés

Catégorie	Risques	Probabilité (Haute/ Moyenne/ Faible)	Impact (Haut/ Moyen/ Faible)	Mesures d'atténuation
2	Alors que le scrutin des élections présidentielles aura lieu vraisemblablement en août 2023 et sera suivi par des élections législatives et locales, les ressources financières de ce programme pourraient ne pas être disponibles avant début 2023, ce qui est une date proche des scrutins.	Haute	Haut	L'UE doit veiller à sélectionner ses partenaires de mise en œuvre du volet 2 en appui à la gouvernance démocratique, selon des critères de capacité technique mais aussi de rapidité opérationnelle. Des retards dans les recrutements ou la mise en œuvre des activités auront des effets dommageables sur le résultat global recherché dans le cadre de cette mobilisation de ressources
1	A l'approche des élections, la situation politique se détériore et l'UE qui finance des activités de renforcement des capacités des acteurs électoraux est prise à partie entre le Gouvernement gabonais et l'opposition du pays.	Moyenne	Haut	Le dialogue politique entre l'UE et le Gouvernement est intensifié pendant toute la période électorale et un assistant technique est recruté afin de procéder au suivi des activités financées à travers ce programme. A travers cet accompagnement, un mécanisme d'alerte précoce est mis en place au profit de la DUE au Gabon qui déclenchera les procédures de dialogue avec les membres du Gouvernement
4	Le Gabon est suspendu de ITIE à cause de la non soumission ou la mauvaise qualité du rapport qui doit	Moyenne	Haut	L'assistance technique sélectionnée pour renforcer les capacités du groupe ITIE devra absolument s'assurer que les connaissances requises pour la rédaction du

	être soumis pour la prochaine échéance d'avril 2024.			rapport soient priorisées et accompagner le groupe ITIE au Gabon à franchir les étapes qui mènent à la rédaction du rapport 2024.
2	Les capacités des entités déclarantes (direction des impôts, du trésor) ne sont pas suffisamment renforcées, elles ne peuvent pas faire une collecte des données fiable, complète et exhaustive requise par la norme ITIE.	Moyenne	Moyen	La sensibilisation, l'accompagnement et le renforcement des capacités des entités étatiques déclarantes, direction des impôts, du trésor sera une des priorités de l'assistance technique du volet 1.

### Enseignements tirés :

De nombreuses réformes institutionnelles sont intervenues ces dernières années pour améliorer le cadre de la gouvernance, tant dans le secteur des industries extractives, que dans le domaine de la gouvernance démocratique, notamment après les accords politiques d'Angondjé en 2017. Ces réformes marquent la volonté des autorités de diversifier l'économie du Gabon, et de réduire sa dépendance à l'exportation du pétrole, d'en finir avec la pauvreté, d'éradiquer la corruption.

Or, les enseignements tirés de ces dernières années laissent penser que les réformes sont insuffisantes lorsqu'elles ne sont pas accompagnées d'un changement institutionnel effectif et très rigoureux notamment dans la lutte contre la corruption et les mauvaises pratiques surtout dans le secteur des industries extractives, secteur à forte valeur ajoutée. C'est ainsi que le Gabon a réintégré en 2021 l'ITIE, en renouvelant son engagement à l'égard de la transparence des industries extractives. Le Gabon avait rejoint l'ITIE en 2007, mais avait perdu son statut de pays mettant en œuvre l'ITIE lorsqu'il avait été radié en février 2013 après avoir omis de soumettre un rapport de validation dans le délai convenu.

Force est de constater qu'en 2013, le groupe ITIE Gabon avait été incapable de produire ses rapports sur ses revenus miniers et pétroliers faute de capacité. Fort des enseignements tirés du passé, cette initiative présente de réels défis en termes de mise en œuvre. Le groupe multipartite ITIE aura du mal à surmonter ces défis s'il ne s'appuie pas sur une approche solide, rigoureuse et inspirée des bonnes pratiques pour aller vers un véritable changement institutionnel, comme celui qui promeut l'accès libre et la publication d'un grand nombre de données sur le secteur extractif qui ne sont pas toujours disponibles.

Dans le domaine de la gouvernance démocratique, la suspension du dialogue entre l'UE et le Gouvernement pendant plusieurs mois, des suites de la crise post-électorale de 2016, permet de tirer des enseignements sur le caractère complexe, voire sensible de certaines interventions, liées à l'appui du processus électoral. Lors de la crise de 2016, le Gouvernement gabonais a fait savoir qu'il ne tolérât pas des immixtions dans ce qui est considéré par les autorités du pays comme sa sphère de souveraineté. Par contre, alors que le dialogue politique régulier avec l'UE a repris en janvier 2021, le Gabon marque sa volonté d'aller de l'avant sur le plan de la gouvernance et des droits humains. La gouvernance démocratique est manifestement la deuxième priorité conjointe entre l'UE et le Gabon. Le Projet d'appui à l'observation électorale nationale au Gabon (PAOEN) EIDHR/2016/383-030, financé par l'UE en 2017, a visé à contribuer à l'intégrité du processus électoral national moyennant l'appui aux activités d'observation électorale nationale crédibles, professionnelles et transparentes et aux actions de plaidoyer démocratique et de dialogue politique.

Dans sa mise en œuvre, le projet a subi quelques difficultés notamment les réticences des institutions publiques. Fort des leçons apprises, l'appui à la gouvernance démocratique apparaît comme ultrasensible au Gabon. Une des plus importantes leçons apprises est que la coopération dans ce domaine « démocratique » ne doit s'exercer que dans le respect du principe de la souveraineté et en vertu d'une approche visant à concilier les valeurs fondamentales auxquelles est attachée l'UE et le caractère souverain des institutions gabonaises.

En outre, suite à la clôture du projet PAOEN, la fondation ECES a signé le contrat de subvention CSO-LA/2018/402-217 en novembre 2018 avec la Délégation de l'UE au Gabon en partenariat avec le Réseau des organisations libres de la société civile du Gabon (ROLBG), pour la mise en œuvre des activités du Projet d'appui au dialogue démocratique au Gabon (PADD-Gabon). Il ressort de ce projet des recommandations fortes comme la nécessité de sensibiliser et former les représentants des partis politiques avant chaque scrutin, la nécessité de renforcer le professionnalisme du



Centre gabonais des élections, la nécessité de former et conscientiser les agents électoraux et l'importance de certaines institutions démocratiques comme le Conseil national de la démocratie dans la gestion des conflits entre partis politiques. Ces thématiques sont reprises dans le volet 2 de ce programme.

### 3.5 Logique d'intervention

La logique d'intervention cible le renforcement des capacités et un accompagnement des institutions jugées prioritaires pour améliorer le cadre de gouvernance au Gabon.

Un des défis les plus importants est d'appuyer le renforcement des capacités du Ministère de la bonne gouvernance (OS.1.1) et l'opérationnalisation de l'ITIE Gabon (OS1.2). Cet appui se fera sous la forme de « twinning » adaptée aux besoins tel qu'ils sont exprimés dans le Programme national d'appui à la gouvernance au Gabon (PRONAGAB) et le Programme d'appui à la gouvernance et surveillance des industries extractives au Gabon (PAGOSIEGA) ainsi que d'accord avec le plan de travail triennal (2022-2024) du GMP ITIE Gabon. Il est recommandé aussi de continuer à faire usage du TAIEX INTPA pour soutenir le Ministère. Le « twinning » aurait pour avantage de mobiliser des experts des États membres de l'UE issus du secteur public pour fournir un soutien technique ponctuel et hautement spécialisé sur des thématiques spécifiques.

Il serait souhaitable qu'un organisme ayant l'expertise requise pour contribuer à l'amélioration et à la promotion de la bonne gouvernance et de la transparence des opérations du secteur des industries extractives du Gabon puisse accompagner le renforcement des capacités de la société civile dans la mise en œuvre de l'ITIE (OS1.3). Cette dernière doit être capable de comprendre les exigences de la norme et participer au processus de manière effective en vertu du cadre statutaire et des exigences de la norme.

Dans la perspective des élections de 2023, les interventions visent le renforcement des capacités pour une plus grande professionnalisation des acteurs qui interviennent dans la vie démocratique du pays. Cet appui se fera aussi sous la forme d'une subvention accordée à une entité régionale ou internationale, pour la mise en œuvre des activités qui visent le renforcement des capacités des acteurs des processus électoraux et de gouvernance démocratique (OS2.1 et OS2.2). L'approche choisie sera d'organiser les ateliers et formations en partenariat et sous le parrainage des institutions nationales et de renforcer le dialogue entre les institutions et les groupes cibles qui seront formés.

Le renforcement des capacités des médias et de la Haute Autorité de la Communication (OS2.3) et de la participation de femmes à la vie politique (OS2.4) se fera sous la forme d'une convention de contribution avec une entité régionale ou internationale. L'objectif étant d'accompagner le Gabon dans la tenue des élections plus crédibles, pacifiées et inclusives avec la participation augmentée des femmes et des jeunes hommes et femmes.

Un programme soutenu de structuration de la société civile (OS3.1 et OS3.2) sera mis en œuvre par une assistance technique qui sera chargée de renforcer la capacité fonctionnelle d'un certain nombre de petites et moyennes organisations de la société civile inclus les organisations des femmes qui souhaitent faire aboutir un projet sur une thématique spécifique.

Cet appui portera sur la gestion de projets, les bases fondamentales du suivi/évaluation, la gestion interne, l'approche basée sur les droits humains et le genre, la comptabilité, le lobbying, le dialogue, le plaidoyer. Il sera attendu un cycle d'ateliers et de renforcement des capacités en continue sur des thématiques sectorielles ciblés comme le développement durable, le changement climatique, la gestion des ressources naturelles, la gestion des déchets, les droits humains, la démocratie, la paix et la sécurité.

De même, l'assistance technique appuiera le renforcement des capacités des communautés locales (OS3.1) pour comprendre les enjeux tels que ceux de la gestion durable des ressources naturelles, du droit à la terre, (inclus le droit des femmes à la terre), du droit des communautés autochtones, de la protection de l'environnement et de la gouvernance climatique et faire valoir les droits qui leurs sont reconnus par le code forestier.

### 3.6 Matrice indicative du cadre logique

Ce cadre logique indicatif constitue la base du suivi, des rapports et de l'évaluation de l'intervention.

Sur la base de cette matrice du cadre logique, un cadre logique plus détaillé (ou plusieurs) peut être développé au stade contrat. Dans le cas où les valeurs de référence et les valeurs cibles ne sont pas disponibles pour l'action, elles doivent être informées pour chaque indicateur à la signature du ou des contrats liés à cette AD, ou au plus tard dans le premier rapport d'avancement. De nouvelles colonnes peuvent être ajoutées pour définir des cibles intermédiaires pour les indicateurs et des résultats si besoin.

- Le premier rapport d'avancement devra inclure le cadre logique complet (y compris les valeurs de références/cibles).
- Les rapports d'avancement suivants devront fournir un cadre logique mis à jour avec les valeurs actuelles pour chaque indicateur.
- Le rapport final devra inclure le cadre logique avec les valeurs de référence et finales pour chaque indicateur.

La matrice indicative du cadre logique peut évoluer au cours de la vie de l'action en fonction des différentes modalités de mise en œuvre de cette action.

Les activités, les résultats attendus et les indicateurs, cibles et références associés inclus dans la matrice du cadre logique peuvent être mis à jour au cours de la mise en œuvre de l'action, aucun amendement n'étant nécessaire à la décision de financement.

Résultats	Chaine de résultats (a): (maximum 10)	Indicateurs (a): (au moins un indicateur par résultat attendu)	Valeurs de référence ( valeurs et années )	Valeurs cibles (valeurs et années)	Sources de données	Hypothèses
Impact	Améliorer la gouvernance inclusive, transparente et verte au Gabon	<p>1) Indice de perception de la corruption</p> <p>2) Indice Ibrahim de la Gouvernance Africaine</p> <p>3) ODD. 15.1.2. Superficie moyenne protégée dans les sites terrestres importants pour la biodiversité (%)</p> <p>4) GERF 1.21 Indicateurs mondiaux de gouvernance (IGC): score de voix et de responsabilité de la Banque mondiale</p> <p>Les pratiques de transparence, de participation inclusive et de bonne gestion sont promues dans le domaine de la gouvernance liée à l'économie verte</p> <p>Les pratiques de transparence, de participation inclusive et de bonne gestion sont promues dans le domaine de la gouvernance démocratique</p> <p>La société civile est dotée des outils lui permettant de participer durablement à des actions de plaidoyer</p>	<p>1) Indice de perception de la corruption est au rang 124 en (2021).</p> <p>2. (2021)</p> <p>3. 61,67% (2019)</p> <p>Le rapport ITIE a causé la suspension du Gabon au processus ITIE en 2013 à cause du défaut de production du rapport sur les industries extractives</p>	<p>1. 115 (2025)</p> <p>2. (2025)</p> <p>3. AD (2025)</p> <p>Le rapport ITIE Gabon est soumis et approuvé en 2024.</p>	<p>Indice de perception de la corruption de Transparency international</p> <p>Indice Ibrahim de la Gouvernance Africaine</p> <p>Base de données des SDG par pays</p> <p>Indice de Gini</p> <p>Rapport des PTF, rapports de la Banque Mondiale</p> <p>Indice de Bertelsmann Transformation</p> <p>UNOHCHR Réponse du Gabon aux recommandations Examen périodique universel (EPU) en 2022 et 2027</p> <p>L'IAG ou Indice Ibrahim de la Gouvernance Africaine</p> <p><i>Freedom in the World</i> – Indicateurs de <i>Freedom House</i>.</p> <p>Rapports des missions d'observation internationales et nationales</p>	Le gouvernement gabonais continue à manifester un intérêt marqué pour la bonne gouvernance et investit des ressources dans la mise en œuvre du Plan stratégique Gabon émergent 2025

Effet direct 1	OS. 1. Cadre institutionnel et participatif de la gestion des ressources naturelles extractives au Gabon améliorée	1.1. Nombre de stratégies et de plans de mise en œuvre d'atténuation du changement climatique et/ou d'adaptation et/ou de réduction des risques de catastrophe (RRC) (conformes aux stratégies/plans/législations)	<p>Le nombre de normes ISO adoptées pour lutter contre la corruption est très faible voire inexistant au sein de l'administration gabonaise.</p> <p>Les ressources humaines du Ministère de la Bonne Gouvernance n'ont pas bénéficié d'un programme de renforcement des capacités</p> <p>Le nombre de représentants (hommes/femmes) d'OSC formés avec à la surveillance des sites extractifs est non référencé (très faible)</p> <p>Rares sont les communautés qui connaissent leurs droits vis-à-vis des opérateurs et industriels au regard du Code Forestier gabonais</p>	<p>La norme ISO 37 001 (Système de Management Anti - Corruption) au sein de l'administration gabonaise est adoptée pour lutter contre la corruption</p> <p>100% des membres du groupe d'Initiative pour la transparence dans les industries extractives (ITIE) au Gabon ont bénéficié de renforcement des capacités dans le cadre de la participation du Gabon à la mise en œuvre de l'ITIE</p> <p>Au moins 4 communautés hommes et femmes ont obligé des opérateurs à prendre en compte leurs droits au regard du code forestier dans 4 sites industriels différents sur le territoire gabonais</p>	<p>M &amp; E du Centre d'Études et de Recherches sur la Gouvernance, les Industries Extractives</p> <p>Rapport du Ministère de la Bonne Gouvernance, rapport du groupe ITIE, rapport de la société civile qui travaille sur les questions extractives, rapport de la Direction de la Faune, rapport de <i>Brainforest</i>, rapport des PTF's, rapport de la Banque mondiale et « Évaluation des risques dans l'analyse de viabilité de la dette publique » des rapports du FMI.</p> <p>Couverture thématique par les médias et les réseaux sociaux</p>	Le gouvernement gabonais continue à marquer un intérêt marqué pour la bonne gouvernance et investit des ressources dans la mise en œuvre du Plan stratégique Gabon émergent 2025
Effet direct 2	OS 2. Pratiques démocratiques égalitaires renforcées dans les institutions et procès politiques du Gabon	<p>2.1. Mesure dans laquelle les médias locaux et nationaux dépeignent des images positives des femmes et des filles dans la vie politique et publique (GAP III)</p> <p>2.2. Nombre de réformes et de mesures spécifiques prises par les organes gouvernementaux de suivi pour suivre la mise en œuvre des engagements politiques existants concernant la participation des femmes et des filles à la prise de décision (GAP III)</p> <p>2.3. Nombre d'organisations de défense des droits des femmes, d'organisations de consolidation de la paix, d'organisations féministes et d'organisations de défenseuses des droits humains qui ont participé à des consultations sur de nouvelles politiques et des</p>	<p>Le nombre de partis politiques formés aux meilleures pratiques dans la gestion des partis, dans la poursuite de l'inclusivité et dans le leadership pour une communication non violente est marginal.</p> <p>Les institutions qui participent à l'organisation des élections n'ont pas récemment été formées aux meilleures pratiques électorales et au leadership</p> <p>Le nombre de médias formés à la couverture éthique de l'information est très marginal en l'absence d'un centre de formation.</p>	<p>Au moins 100 membres des partis politiques sont formés aux meilleures pratiques (minimum 30% sont femmes)</p> <p>Au moins 10 différents partis politiques ont bénéficié de renforcement des capacités</p> <p>100% des assesseurs des partis politiques ont été formés à travers ce programme</p> <p>Au moins 20 membres du centre gabonais des élections ont suivi</p>	<p>Rapport Mondial de Human right</p> <p>Rapport de l'institut Fraser</p> <p>Rapports des PTF</p> <p>Rapport des formateurs</p> <p>Rapport des partenaires de mise en œuvre</p> <p>Couvertures médiatiques</p>	Le gouvernement du Gabon continue à démontrer des signes d'attachement aux réformes démocratiques pour que des élections inclusives, transparentes, consensuelles et apaisées aient lieu

		projets de législation avec le soutien de l'UE (GAP III)	<p>Les membres du HAC n'ont pas été formés aux meilleures pratiques de régulation efficace et proportionnée des médias.</p> <p>En dépit de la loi sur les quotas, les femmes des partis politiques sont mal formées, les candidates aux élections ne sont pas accompagnées et leur participation aux élections reste en deçà de l'atteinte des quotas de 30%</p>	<p>le cycle de renforcement des capacités.</p> <p>Au moins 20 membres de la HAC ont bénéficié d'un renforcement des capacités avec un minimum de 30% de femmes</p> <p>Au moins 20 formateurs des formateurs sont formés et spécialisés dans les opérations des bureaux de vote. (Minimum 30% sont femmes).</p> <p>Plus de 30% des candidates aux élections législatives et locales ont bénéficié d'un programme de renforcement des capacités.</p>		
<b>Effet direct 3</b>	OS. 3. Efficacité du plaidoyer et du suivi de la société civile et les communautés locales sur les politiques sectorielles augmentée	3.1. GERF 2.29 Nombre de politiques gouvernementales élaborées ou révisées avec la participation d'organisations de la société civile grâce au soutien de l'UE	La majorité des OSC du Gabon ne sont pas suffisamment structurées et pour beaucoup, elles ne sont pas assez spécialisées dans des secteurs spécifiques, outre leur excessive polarisation.	Au moins 4 communautés (hommes et femmes) sont formées dans des sites différents sur leurs droits au regard du code forestier.		Le cadre légal en vertu duquel les OSC opèrent est favorable aux programmes de renforcement des capacités des OSC ; voire même est en amélioration.
<b>Produit 1</b> <b>lié à l'effet direct 1</b>	1.1. Les capacités pour le système de management anti - corruption du Ministère de la Promotion de la Bonne Gouvernance sont renforcées	<p>1.1.1. Nombre d'effectifs du Ministère de la Promotion de la Bonne Gouvernance formés avec le soutien de l'UE qui démontrent avoir acquis des nouvelles compétences en pour le système de management anti -corruption (norme ISO 37 001 ) , ventilés par sexe, condition de handicap et âge</p> <p>1.1.2 Nombre de documents stratégiques nationaux adoptés pour lutter contre la corruption et les flux financiers illicites et infractions des trafics et pillages des ressources.</p>	<p>Le Plan Stratégique National de lutte contre la corruption n'existe pas en 2022</p> <p>Les outils pour lutter contre la corruption ne sont pas ou peu disponibles en 2011</p> <p>La norme ISO 3701 est méconnue de l'administration gabonaise</p>	<p>Le Plan Stratégique National de lutte contre la corruption et les flux financiers illicites et infractions des trafics et pillages des ressources est élaboré avant 2025</p> <p>Au moins 30% des outils utiles pour lutter contre la corruption sont en phase d'élaboration ou disponibles y incluant la norme ISO 37001 en 2025</p>	Rapports des PTF, rapport du partenaire de mise en œuvre sur le nombre de sessions thématiques et d'ateliers et sur le nombre de notes techniques et d'outils mis à dispositions des cadres, enquêtes auprès des cadres du Ministère.	Le Ministère de la bonne gouvernance dispose d'une expertise suffisante pour élaborer le plan stratégique de lutte contre la corruption
<b>Produit 2</b> <b>lié à l'effet direct 1</b>	1.2 Les capacités sur la Norme ITIE 2019 et sur les mécanismes de répartition et de gestion des revenus issus des industries extractives du groupe d'Initiative pour la transparence dans les	1.2.1 Nombre d'effectifs du groupe d'Initiative pour la transparence dans les industries extractives (ITIE) au Gabon formés avec le soutien de l'UE qui démontrent avoir acquis des nouvelles compétences en outils anti-corruption et de surveillance des industries	<p>Les études diagnostiques en référence aux exigences de la norme ITIE sont quasi inexistantes au Gabon</p> <p>Le nombre d'outils anti-corruption et de surveillance des industries</p>	Au moins deux études diagnostiques ont été effectuées en référence de la norme ITIE d'ici 2025	Rapport d'activités du partenaire de mise en œuvre sur le nombre d'ateliers de renforcement des capacités, et sur le nombre de sessions	Le groupe ITIE Gabon se prépare pour l'échéancier d'avril 2024 pour produire un rapport conforme aux normes ITIE.

	industries extractives (ITIE) au Gabon sont accrues	<p>extractives, ventilés par sexe, condition de handicap et âge</p> <p>1.2.3. État d'élaboration des outils de Politique Nationale de divulgation des données ouvertes</p> <p>1.2.4 Nombre d'études diagnostiques en référence aux exigences de la norme ITIE qui sont réalisées.</p> <p>1.2.5. Nombre d'outils anti-corruption et de surveillance des industries extractives qui sont opérationnalisés.</p>	<p>extractives est très marginal et ne permet pas un contrôle effectif.</p> <p>Il n'existe pas d'outils de Politique Nationale de divulgation des données ouvertes</p> <p>ITIE Gabon n'a pas été capable de soumettre son rapport ITIE en 2013</p>	<p>D'ici 2025, existence de deux outils ITIE adoptés grâce au programme</p> <p>Le groupe ITIE Gabon soumet le rapport ITIE en avril 2024, sans délais, ni informations manquantes</p>	de travail organisées avec ITIE, vérification de l'existence des outils produits par le programme et de l'utilisation des outils par ITIE	
<b>Produit 1</b> <b>lié à l'effet direct 2</b>	1.3 1.3 Les capacités techniques et de représentation de la société civile sont renforcées dans la mise en œuvre de l'ITIE	<p>1.2.1 Nombre de représentants de la société civile formés avec le soutien de l'UE qui démontrent avoir acquis des nouvelles compétences sur la Norme ITIE 2019 et les mécanismes de répartition et de gestion des revenus issus des industries extractives, ventilés par sexe, condition de handicap et âge</p> <p>1.2.2 Nombre d'ateliers de formation, sur la Norme ITIE 2019, sur les mécanismes de répartition et de gestion des revenus issus des industries extractives.</p> <p>1.2.3 Nombre de formateurs qui sont formés à l'élaboration des plans de développement locaux.</p> <p>1.2.4 Nombre de séances de sensibilisation et d'échanges avec les communautés et les autorités locales des zones extractives organisés.</p> <p>1.2.5. Nombre de cadres permanents qui sont mis en place à travers le programme.</p> <p>1.2.6. Nombre de supports pédagogiques mis à disposition des usagers sur la norme ITIE.</p>	<p>Pas de référentiel sur l'organisation d'ateliers sur la Norme ITIE 2019 et sur les mécanismes de répartition et de gestion des revenus issus des industries extractives.</p> <p>Peu d'informations disponibles sur les cadres permanents mis en place entre les communautés et les autorités locales dans les zones extractives</p> <p>Peu de formateurs formés à l'élaboration des plans de développement locaux</p>	<p>A partir de 2025, à travers le programme, au moins quatre cadres permanents ont été mis en place entre les communautés locales des zones extractives et les autorités</p> <p>Il existe une base de données d'au moins 10 formateurs qui peuvent intervenir auprès des communautés dans les zones extractives</p> <p>Un support pédagogique est élaboré et mis à disposition des usagers de la norme ITIE (notamment les OSC)</p>	Rapport d'activité du partenaire de mise en œuvre, témoignages du groupe ITIE, rapports des PTF, rapports des autorités locales dans les zones d'extraction.	La société civile continue à participer aux réunions de ITIE Gabon
<b>Produit 2</b> <b>lié à l'effet direct 2</b>	2.1 Les mécanismes et outils de participation interne démocratique et inclusive (des femmes, de jeunes, des personnes qui vivent avec un handicap et des personnes des communautés	<p>2.1.1. État d'élaboration du guide pédagogique à destination des partis politiques gabonais</p> <p>2.1.2. Nombre de représentants des partis politiques formés avec le soutien de l'UE qui démontrent avoir acquis des nouvelles compétences ou connaissances de leadership,</p>	Il n'y a pas de référentiel récent de renforcement des capacités des partis politiques.	Au moins 15 ateliers sont organisés avec les partis politiques ; au moins 20 partis politiques ont bénéficié des formations	Rapports des PTF, rapport du partenaire de mise en œuvre, nombre de couverture médiatique, les rapports des	Le Ministère de l'intérieur et le Conseil National de la Démocratie facilitent la mise en œuvre du programme

	autochtones) des partis politiques sont améliorés.	<p>participation inclusive, ventilés par sexe, condition de handicap et âge</p> <p>2.1.3 Nombre d'ateliers de réflexion des partis politiques organisés pour renforcer le rôle des femmes, des jeunes hommes et femmes, des personnes qui vivent avec un handicap et les communautés autochtones dans les structures des partis politiques.</p>	<p>Les partis politiques gabonais ne fonctionnent pas totalement selon les standards</p> <p>Il n'existe pas de guide pédagogique pour les partis politiques gabonais</p>	<p>Au moins un guide pédagogique incluant l'aspect genre à destination des partis politiques gabonais est élaboré</p>	observateurs électoraux	
<p><b>Produit 2</b></p> <p><b>lié à l'effet direct 2</b></p>	2.2 Les outils et mécanismes pour la formation des effectifs des institutions démocratiques impliqués dans le processus électoral sont améliorés	<p>2.2.1. Nombre de formateurs des agents des bureaux formés avec le soutien de l'UE qui démontrent avoir acquis des nouvelles compétences sur les procédures de vote, ventilés par sexe, condition de handicap et âge</p> <p>2.2.2 Nombre de cadres des institutions électorales et judiciaires du Gabon formés avec le soutien de l'UE qui démontrent avoir acquis des nouvelles compétences en leadership inclusif, égalité entre les genres et en gestion des conflits, ventilés par sexe, condition de handicap et âge (minimum 30% sont femmes)</p>	<p>Il n'y a pas de référentiel récent de programmes de renforcement des capacités à l'endroit des acteurs électoraux.</p>	<p>Au moins 13 ateliers sont organisés ciblant le renforcement des capacités des institutions qui participent à la gestion du processus électoral</p> <p>Au moins 5 thématiques couvertes par les formations en matière électorale.</p> <p>100% des commissions électorales locales sont formées en opérations électorales dans les 9 provinces du pays</p> <p>Le guide des agents des bureaux de vote est élaboré et largement distribué aux commissions électorales locales</p> <p>Le guide de formation des formateurs des agents des bureaux de vote est élaboré (minimum 30% sont femmes).</p> <p>Un pool de 150 formateurs des agents des bureaux de vote sont formés sur les procédures de vote (minimum 30% sont femmes)</p>	<p>Rapport des PTF, rapport du partenaire de mise en œuvre, couverture médiatique</p>	<p>Il existe une volonté politique de poursuivre la mise en œuvre du dialogue politique sur les questions de gouvernance démocratique et d'organiser des élections consensuelles</p>
<p><b>Produit 2</b></p> <p><b>lié à l'effet direct 2</b></p>	2.3 Capacités renforcées des médias et de la Haute Autorité de la Communication en matière de couverture déontologique de l'information	2.3.1. Nombre de journalistes du Gabon formés avec le soutien de l'UE qui démontrent avoir acquis des nouvelles compétences en déontologie de l'information et traitement inclusif et non-sexiste des informations, ventilés par sexe, condition de handicap et âge et sur les questions environnementales y incluant les études d'impact environnementales et sociales, les droits des citoyens d'être tenus informés et impliqués dans leurs droits sociaux	<p>Il n'existe pas de centre de formation des journalistes au Gabon</p> <p>Les médias ne sont pas assez sensibilisés aux questions relatives aux droits des communautés vis-à-vis</p>	<p>Au moins 12 ateliers de formation des médias ont été organisés sur les questions environnementales,</p> <p>Au moins 4 licences des opérateurs ont été discutées dans les médias</p>	<p>Rapports des PTF, rapport du partenaire de mise en œuvre, couverture médiatique</p>	<p>Les autorités du Gabon ne s'immiscent pas dans le travail de la HAC, la volonté de réformes dans le secteur des médias est largement partagée.</p>



		et environnementaux, le changement climatique.  2.3.2. État du logiciel de monitoring de la Haute Autorité de la Communication	des opérateurs industriels et exploitants des ressources naturelles.  Le niveau de formation en déontologie est très bas au sein des médias et génère une situation de conflit récurrent avec la HAC et le gouvernement  La HAC n'a pas été bénéficiaire d'un programme visant le renforcement de ses capacités et elle a beaucoup de difficultés à réguler les médias sans porter atteinte à la liberté d'expression	Le manuel du journaliste gabonais et des grands principes de déontologie est élaboré.  Au moins 25 membres du personnel de la HAC ont été formés et disposent d'outils adaptés  Plus de 100 journalistes ont été formés sur la couverture déontologique et impartiale de l'information (minimum 30% sont femmes).		
<b>Produit 2</b>  <b>lié à l'effet direct 2</b>	2.4 Compétences renforcées des femmes en matière de participation dans la vie publique et de leadership	2.4.1. Nombre de femmes qui participent à la vie publique du Gabon formés avec le soutien de l'UE qui démontrent avoir acquis des nouvelles compétences en leadership inclusif, égalité entre les genres et en gestion des conflits, ventilés, condition de handicap et âge	Malgré la loi sur les quotas, il n'y a pas de projet référencé visant le renforcement des capacités pour l'augmentation de la participation des femmes aux élections  Il n'existe pas d'incubateur fournissant des services aux femmes  Les femmes qui participent aux élections sont stigmatisées par la société gabonaise  Rares sont les actions de sensibilisation menées dans les provinces du pays pour encourager les femmes à se porter candidates aux élections	Un incubateur fournisseur de services est mis en place grâce aux ressources du projet  Une caravane de citoyennes engagées est organisée à l'approche des élections Des actions de communication et de sensibilisation sont réalisées Un plaidoyer pour une participation accrue des femmes en politique est réalisé 50% des femmes candidates aux législatives reçoivent une formation en gestion des conflits	Rapport de UN Women, rapports des OSC au Gabon, rapport du réseau Femme lève-toi, rapports des PTF, rapports des observateurs électoraux.	Les autorités du pays continuent ouvertement à encourager la participation des femmes à la vie publique du pays en vertu de la loi sur les quotas.
<b>Produit 3</b>  <b>lié à l'effet direct 3</b>	3.1 Les capacités de la société civile sont renforcées en matière de formulation, gestion et suivi de projets et de techniques de plaidoyer	2.4.2. Nombre de représentants des OSC du Gabon formés avec le soutien de l'UE qui démontrent avoir acquis des nouvelles compétences formulation, gestion et suivi de projets et de techniques de plaidoyer, ventilés par sexe, condition de handicap et âge	Les OSC au Gabon sont en grande majorité faiblement structurées, ont de faibles capacités de gestion financière et ne savent pas comment rédiger des propositions techniques et financières pour financer leurs projets.  Il n'existe pas de manuel pédagogique pour aider les OSC.	D'ici 2025, grâce à l'appui du programme 60 OSC ont acquis les bases de la gestion financière, savent comment rédiger une proposition et sont structurellement mieux organisées  Le manuel du gestionnaire d'OSC gabonaise est disponible	Rapports des PTF, rapports des OSC	Le cadre légal en vertu duquel les OSC opèrent est favorable aux programmes de renforcement des capacités des OSC ; voire même est en amélioration.

<b>Produit 3</b>  <b>lié à l'effet direct 3</b>	3.2 Opportunités augmentées d'échange et de mise en commun d'un agenda des organisations de la société civile sur les aspects de plaidoyer	3.2.1. Nombre de représentants des OSC qui participent dans les espaces de concertation des OSCs avec l'appui de l'UE, ventilés par sexe, âge, situation de handicap, secteur  3.2.2. Nombre de représentants des OSC qui ont augmenté leurs connaissances thématiques sur le développement inclusif, le changement climatique, la gestion des ressources naturelles, les droits humains avec l'appui de l'UE, ventilés par sexe, âge, situation de handicap, secteur	Les OSC gabonaises, sont fragmentées et ont des problèmes récurrents de conflits d'intérêt, ce qui ralentit l'évolution vers des rôles de plaidoyer	D'ici 2025, grâce à l'appui du programme 60 OSC ont été formées sur des thématiques prioritaires telles que le développement durable, le changement climatique, la biodiversité, les ressources naturelles, la gestion des déchets, les obligations sociales et environnementales et savent faire un plaidoyer thématique (minimum 30% sont des organisations féminines); D'ici 2025, la cartographie des OSC du Gabon est disponible grâce à l'appui du programme	Rapports des PTF, rapports des OSC	Le cadre légal en vertu duquel les OSC opèrent est favorable aux programmes de renforcement des capacités des OSC ; voire même est en amélioration.
<b>Produit 3</b>  <b>lié à l'effet direct 3</b>	3.3 Les communautés locales ont des connaissances renforcées sur les obligations sociales et environnementales des concessionnaires	3.3.1. Nombre de représentants des communautés locales formés avec le soutien de l'UE qui démontrent avoir acquis des nouvelles compétences sur le cadre juridique des obligations environnementales et sociales, ventilés par sexe, condition de handicap et âge  3.3.2. État d'élaboration des guides simplifiés sur le cadre juridique des obligations environnementales et sociales	Très peu de communautés sont outillées pour négocier leurs droits vis-à-vis des concessionnaires faute de capacité.	Au moins 5 communautés (hommes et femmes) sont outillées pour négocier leurs droits vis-à-vis des concessionnaires en vertu du code forestier.  Au moins 12 ateliers de renforcement des capacités des communautés et des ONG sur les différentes obligations sociales, les cadres de mise en œuvre, le suivi ainsi que les voies de recours possibles sont organisés  L'observatoire pour le suivi des obligations sociales et environnementales et conseil aux communautés est créé  Un guide simplifié sur le cadre juridique des obligations environnementales et sociales est élaboré	Rapport d'activité du partenaire de mise en œuvre, témoignages des communautés, rapports des PTF, rapports des autorités locales dans les zones cibles.	Le cadre d'intervention de la société civile est suffisamment libéral pour permettre l'accompagnement des communautés dans les zones extractives

## 4 MODALITÉS DE MISE EN OEUVRE

### 4.1 Convention de financement

Pour mettre en œuvre la présente action, il est envisagé de conclure une convention de financement avec la République du Gabon.

### 4.2 Période indicative de mise en œuvre

La période indicative de mise en œuvre opérationnelle de la présente action, durant laquelle les activités décrites à la section 3 seront réalisées et les contrats et conventions correspondants mis en œuvre, est de 48 mois à compter de la date d'entrée en vigueur de la convention de financement. La prolongation de la période de mise en œuvre peut être approuvée par l'ordonnateur compétent de la Commission, qui modifiera la présente décision, ainsi que les contrats et les accords concernés.

### 4.3 Modalités de mise en œuvre de la composante relative à l'appui budgétaire

S.O.

### 4.4 Modalités de mise en œuvre

La Commission veillera au respect des règles et procédures pertinentes de l'Union pour l'octroi de financements à des tiers, notamment des procédures de réexamen s'il y a lieu, ainsi qu'à la conformité de l'action avec les mesures restrictives de l'UE<sup>17</sup>.

#### 4.4.1 Gestion directe (subventions)

##### **4.4.1.1 Subvention pour action de jumelage (appel à propositions) :**

###### **a) Objet de la subvention**

Un appel à propositions sera lancé pour la mise en œuvre des activités du Produit 1.1 qui vise le renforcement des capacités des institutions nationales et des autorités locales pour la gouvernance des ressources naturelles.

L'appui sera apporté par des institutions homologues des États membres qui partageront leur expertise par le biais de visites d'étude, assistance technique, échanges de fonctionnaires, séminaires et formations, etc.

L'appel à propositions sera lancé en octobre 2022 sous une clause suspensive avant l'adoption de la présente décision. Ceci est justifié par la proximité de la date des prochaines élections au Gabon, prévues à partir du mois d'août 2023, et la volonté d'appuyer les différents acteurs de gouvernance pendant la période pré-électorale.

###### **b) Type de demandeurs visés**

Organismes publics des États membres, pouvant mettre à disposition des fonctionnaires hautement qualifiés en régime de détachement de leur administration d'origine.

##### **4.4.1.2 Subvention (octroi direct) :**

###### **a) Objet de la subvention**

Une subvention en octroi direct sera accordée pour la mise en œuvre des activités des Produits 1.2 et 1.3 de la présente action, notamment pour le renforcement des capacités du Groupe d'intérêt de l'initiative pour la transparence des industries extractives au Gabon et de la société civile intervenant sur les questions des industries extractives, dans la mise en œuvre de l'ITIE au Gabon: renforcer la transparence dans la chaîne de valeur des industries extractives, depuis les contrats, les licences et la propriété des entreprises jusqu'à la gestion des revenus et des dépenses.

<sup>17</sup> [www.sanctionsmap.eu](http://www.sanctionsmap.eu). Veuillez noter que la carte des sanctions est un outil informatique permettant d'identifier les régimes de sanctions. La source des sanctions découle des actes juridiques publiés au Journal officiel (JO). En cas de divergence entre les actes juridiques publiés et les mises à jour sur le site web, c'est la version du JO qui prévaut.

#### **b) Justification d'une subvention directe**

Sous la responsabilité de l'ordonnateur compétent de la Commission, la subvention peut être octroyée sans appel à propositions à CERGIED - Centre d'études et de recherches sur la gouvernance, les industries extractives et le développement durable.

Sous la responsabilité de l'ordonnateur compétent de la Commission, le recours à l'octroi d'une subvention sans appel à propositions est justifié en vertu de l'Art. 195(f) du RF. Les activités envisagées pour la mise en œuvre des Produits 1.2 et 1.3 de la présente action requièrent un haut degré de spécialisation en matière de transparence et de redevabilité dans les industries extractives et d'expérience dans la mise en œuvre de la Norme ITIE.

Le CERGIED est la seule organisation non étatique en Afrique centrale ayant l'expertise requise et la confiance du Secrétariat exécutif du Groupe multipartite de l'ITIE au Gabon et des représentants de la société civile ; le CERGIED a aussi une capacité démontrée de mise en œuvre de subventions (FED/2012/284-065 ; CSO-LA/2020/414-330 ; EIDHR/2021/430-442). L'action ne peut pas être réalisée par un autre acteur disposant des mêmes compétences techniques et pouvant garantir un éventail étendu d'activités dans le domaine de la gouvernance, des industries extractives et du développement durable.

#### **4.4.1.3 Subvention (appel à propositions) :**

##### **a) Objet de la subvention**

Une subvention sera accordée pour la mise en œuvre des activités des Produits 2.1 et 2.2 qui visent le renforcement des capacités des acteurs des processus électoraux et de gouvernance démocratique. Un appui peut ainsi être apporté à des organismes nationaux tels que, entre autres, le ministère de la Promotion de la Bonne gouvernance, le Ministère de l'Intérieur, la Cour constitutionnelle, le Centre gabonais des Élections, le Conseil national de la Démocratie.

##### **b) Type de demandeurs visés**

Le type de demandeur sera des personnes morales sans but lucratif, avec un haut degré de spécialisation en matière de renforcement des capacités des partis politiques et des acteurs électoraux.

#### **4.4.2 Gestion directe (passation de marchés)**

Un appel d'offres sera lancé pour un seul contrat de services d'assistance technique (AT). L'AT est chargée de la mise en œuvre des activités pour atteindre le Produit 3 « Renforcer les capacités de la société civile en tant qu'acteur de gouvernance démocratique et soutenir sa participation active à la planification, mise en œuvre et suivi du développement local, en synergie avec les autorités locales ». L'AT sera également chargée du suivi et coordination générale de toutes les composantes de l'Action.

#### **4.4.3 Gestion indirecte avec une entité dont les piliers ont été positivement évalués**

Une partie de cette action peut être mise en œuvre en gestion indirecte avec une entité qui sera sélectionnée par les services de la Commission sur la base des critères suivants : un haut degré de spécialisation et d'expérience dans la mise en œuvre d'actions en matière de renforcement des capacités dans les secteurs de la déontologie des media et de l'éthique de l'information, ainsi qu'en matière de leadership et de participation des femmes dans la vie publique.

La mise en œuvre par cette entité implique l'atteinte de l'OS2, notamment les produits 2.3 « Les capacités des médias et de la HAC sont renforcées pour une couverture déontologique de l'information » et 2.4 « L'engagement des femmes qui participent à la vie publique du Gabon est renforcé ».

#### **4.4.4 Passage d'un mode de gestion indirecte à une gestion directe en raison de circonstances exceptionnelles**

En cas d'échec des négociations avec l'entité susmentionnée dans la section 4.4.3, une partie de la présente action peut être mise en œuvre en gestion directe (subventions).

Sous la responsabilité de l'ordonnateur compétent de la Commission, le recours à l'octroi d'une subvention sans appel à propositions est justifié en vertu de l'Art. 195(f) du RF. Les activités envisagées pour la mise en œuvre des Produits 2.3 et 2.4 requièrent un haut degré de spécialisation et d'expérience dans la mise en œuvre d'actions en matière de renforcement des capacités dans les secteurs de la déontologie des media et éthique de l'information,

ainsi qu'en matière de leadership et participation des femmes dans la vie publique. Les demandeurs envisagés seront des personnes morales sans but lucratif avec les capacités techniques et managériales pertinentes, l'expérience de terrain dans le pays ou sous-région et un haut degré d'expertise sectorielle des médias, gouvernance, droits de l'Homme, participation des femmes à la prise de décision, acteurs électoraux, appui institutionnel et plaidoyer.

#### 4.5 Critères d'éligibilité géographique pour les marchés et les subventions

L'éligibilité géographique au regard du lieu d'établissement pour la participation aux procédures de passation de marchés et d'octroi de subventions et au regard de l'origine des fournitures achetées, telle qu'elle est établie dans l'acte de base et énoncée dans les documents contractuels pertinents, est applicable sous réserve des dispositions suivantes.

L'ordonnateur compétent de la Commission peut étendre l'éligibilité géographique sur la base de l'urgence ou de l'indisponibilité des services sur les marchés des pays ou territoires concernés, ou dans d'autres cas dûment justifiés où l'application des règles d'éligibilité rendrait impossible ou excessivement difficile la réalisation de cette action (article 28, paragraphe 10, du règlement IVCDI - Europe dans le monde).

#### 4.6 Budget indicatif

Composantes budgétaires indicatives	Contribution de l'UE (montant en EUR)
<b>Modalités de mise en oeuvre</b>	
<b>Produit 1. Le cadre de gouvernance lié à l'économie verte est renforcé</b>	
Subvention pour action de jumelage/twinning (gestion directe) (produit 1.1) – cf. section 4.4.1	900 000
Subvention (gestion directe) (produits 1.2 et 1.3) - cf. section 4.4.1	250 000
<b>Produit 2. La gouvernance démocratique nationale est appuyée</b>	
Subvention (gestion directe) (produits 2.1 et 2.2) - cf. section 4.4.1	600 000
Convention de contribution (gestion indirecte) (produit 2.3) - cf. section 4.4.4	300 000
<b>Produit 3. La structuration et les capacités de la société civile sont renforcés</b>	
Passation de marché (gestion directe) (AT) - cf. section 4.4.2	890 000
<i><b>Subventions</b> — enveloppe totale de la section 4.4.1</i>	<i>1 750 000</i>
<i><b>Passation de marchés</b> (Assistance technique)— enveloppe totale de la section 4.4.2</i>	<i>890 000</i>
<b>Évaluation</b> – cf. section 5.2	100 000
<b>Audit</b> – cf. section 5.3	
<b>Provision pour dépenses imprévues</b>	160 000
<b>Total</b>	<b>3 200 000</b>

#### 4.7 Structure organisationnelle et responsabilités

Dans le cadre de ses prérogatives en matière d'exécution budgétaire et de sauvegarde des intérêts financiers de l'Union, la Commission peut participer aux structures de gouvernance susmentionnées mises en place pour gérer la mise en œuvre de l'action. La structure organisationnelle comprendra :

**Le Ministère de l'Économie et de la Relance (MER)**, en sa qualité d'interlocuteur des bailleurs de fonds et de porte d'entrée de la coopération économique et financière avec le Gabon.

**Le Ministère chef de file de la composante bonne gouvernance et lutte contre la corruption sera le Ministère de la Promotion de la Bonne gouvernance, de la Lutte contre la Corruption et de l'Évaluation des Politiques publiques.** Il a pour rôle de s'assurer que les dispositions de la convention de financement et les réglementations en vigueur au Gabon et les autres textes de référence, en matière de bonne gouvernance et de lutte contre la corruption, soient respectés.

**Le comité de pilotage (CP)** supervise et approuve l'orientation générale et la ligne d'action du projet. Ce comité sera co-présidé par le Ministère de l'Économie et de la Relance et l'UE. Le MER mettra en place par arrêté ministériel le CP et le Ministère chef de file en assurera le secrétariat permanent. Le CP se réunira une fois par an au minimum, après la réception des rapports annuels des différents partenaires de mise en œuvre afin d'assurer la coordination. Le CP doit inclure au moins tous les ministères concernés par l'action, la Délégation de l'UE au Gabon (DUE), la structure nationale de coordination de la coopération.

La **responsabilité de la mise en œuvre** de l'action sera partagée entre l'assistance technique, les bénéficiaires des subventions, l'organisation internationale et la DUE au Gabon, en partenariat avec les institutions bénéficiaires.

**L'équipe de l'assistance technique (AT)**, en charge de la réalisation des produits 3.1, 3.2 et 3.3, sera composée d'un expert principal (H/F) et de l'expertise thématique ponctuelle à court terme. L'AT sera mobilisée sur la période de mise en œuvre pour une durée de prestation effective. L'AT est chargée de la mise en œuvre des activités de renforcement de la société civile, ainsi que du suivi et coordination générale de toutes les composantes de l'Action. L'AT facilite et organise, en coopération avec la structure nationale de coordination de la coopération et la DUE, les réunions/ateliers de travail et rencontres officielles portant sur les différents volets de l'Action et sera chargée de la coordination des interventions des experts ponctuels.

Le **suivi de la mise en œuvre** de l'ensemble des composantes du programme sera la tâche de l'assistance technique, en étroite collaboration avec la DUE au Gabon et la structure nationale de coordination de la coopération.

## 5 MESURE DE PERFORMANCE

### 5.1 Suivi et rapports

Le suivi technique et financier courant de la mise en œuvre de la présente action est un processus continu et fait partie intégrante des responsabilités du partenaire chargé de la mise en œuvre. À cette fin, les partenaires chargés de la mise en œuvre mettent en place un système permanent de suivi interne, technique et financier de l'action et élabore régulièrement des rapports d'avancement (au moins annuels) et des rapports finaux.

Chaque rapport doit fournir un compte rendu précis de la mise en œuvre de l'action, des difficultés rencontrées, des changements introduits, ainsi que du degré d'obtention de ses résultats (Produits et effets directs) mesurés par les indicateurs correspondants, en utilisant comme référence la matrice du cadre logique. Les indicateurs doivent être désagrégés par sexe, tous les suivis et rapports doivent évaluer la manière dont l'action prend en compte l'approche fondée sur les droits humains et l'égalité des sexes.

L'assistance technique assurera la supervision globale des différentes composantes du projet et appuiera la Commission dans le suivi des contrats de subventions. Un suivi systématique de la mise en œuvre et la mesure des effets du programme sur les groupes cibles et les bénéficiaires finaux s'appuiera sur un système de suivi-évaluation basé, entre autres, sur le tableau de bord détaillé du Plan d'action du PSGE 2025 et sur la matrice du cadre logique du PIM Gabon 2021-2027. La Commission peut effectuer d'autres visites de suivi du projet, par l'intermédiaire de son propre personnel et de consultants indépendants directement recrutés par la Commission pour réaliser des contrôles de suivi indépendants (ou recrutés par l'agent compétent engagé par la Commission pour mettre en œuvre ces contrôles). Par ailleurs, les cibles des indicateurs du cadre logique de la section 3.6, ainsi que la ligne de base, seront définis lors de la contractualisation, et comme première action des activités de suivi et évaluation. À cette fin la Délégation demandera aux contractants d'allouer des ressources pour collecter les informations et les données nécessaires à la définition des cibles et des lignes de base.

*Rôles et responsabilités en matière de collecte, d'analyse et de suivi des données*

En parallèle du suivi de la mise en œuvre de l'action proprement dite, les partenaires de mise en œuvre devront contribuer à l'établissement et à la pérennisation des dispositifs de suivi des indicateurs du cadre logique qui sont destinés à être informés par-delà la fin de l'action, en partenariat avec la Délégation de l'Union européenne.

## 5.2 Évaluation

Compte tenu de l'importance de l'action, une évaluation à mi-parcours et finale pourront être effectuées pour cette action, ou une de ses composantes, par des consultants indépendants contractés par la Commission.

L'évaluation à mi-parcours sera réalisée pour résoudre des problèmes et tirer des enseignements, notamment dans le cadre de la confirmation du choix des indicateurs et/ou redéfinition des cibles et de la mise en œuvre des activités prévues dans les différentes composantes de l'action, les résultats, l'impact et enseignements appris.

L'évaluation finale sera réalisée au titre de l'obligation de rendre des comptes et de tirer des enseignements à plusieurs niveaux (y compris pour une révision de la politique menée), de mesurer l'impact de l'action et la qualité des produits finaux. Toutes les évaluations doivent évaluer dans quelle mesure l'action prend en compte l'approche fondée sur les droits humains ainsi que la manière dont elle contribue à l'égalité des sexes et à l'autonomisation des femmes. Une expertise sur les droits humains et l'égalité des sexes sera assurée dans les équipes d'évaluation.

La Commission informera les partenaires chargés de la mise en œuvre au moins 3 mois avant les dates envisagées pour les missions d'évaluation. Les partenaires chargés de la mise en œuvre collaboreront de manière efficace et effective avec les experts chargés de l'évaluation, notamment en leur fournissant l'ensemble des informations et des documents nécessaires et en leur assurant l'accès aux locaux et aux activités du projet.

Les rapports d'évaluation seront communiqués au pays partenaire et aux autres parties prenantes clés. Les partenaires chargés de la mise en œuvre et la Commission analyseront les conclusions et les recommandations des évaluations et décideront d'un commun accord, le cas échéant en accord avec le pays partenaire, des actions de suivi à mener et de toute adaptation nécessaire et notamment, s'il y a lieu, de la réorientation du projet.

Un ou plusieurs marchés de services d'évaluation pourront être conclus au titre d'un contrat-cadre.

## 5.3 Audit et vérifications

Sans préjudice des obligations applicables aux marchés conclus pour la mise en œuvre de la présente action, la Commission peut, sur la base d'une évaluation des risques, commander des audits indépendants ou des missions de vérification des dépenses pour un ou plusieurs contrats ou conventions.

Il est prévu qu'un ou plusieurs marchés de services d'audit pourront être conclus au titre d'un contrat-cadre.

# 6 COMMUNICATION STRATÉGIQUE ET DIPLOMATIE PUBLIQUE

Pour le cycle de programmation 2021-2027 une nouvelle approche de fond commun, planification et mise en œuvre de la communication stratégique et de diplomatie publique a été adoptée.

La communication et la visibilité de l'UE reste une obligation juridique pour toutes les actions extérieures financées par l'UE, afin de faire connaître le soutien de l'Union européenne à leur travail auprès des publics concernés, notamment en utilisant l'emblème de l'UE et une brève déclaration de financement, sur tous les supports de communication liés aux actions concernées.

Cette obligation s'applique de la même manière, que les actions concernées soient mises en œuvre par la Commission, des pays partenaires, des contractants, des bénéficiaires de subventions ou des entités chargées de l'exécution telles que les agences des Nations unies, les institutions financières internationales et les agences des États membres de l'UE.

Cependant, les documents d'action des programmes sectoriels spécifiques ne sont en principe plus tenus de prévoir des activités de communication et de visibilité sur les programmes concernés. Ces montants seront prévus dans des facilités de coopération établies par des documents d'action de mesures d'accompagnement, permettant aux Délégations de planifier et mettre en œuvre des activités de communication stratégique et de diplomatie publique pluriannuelles avec une masse critique suffisante pour être efficaces à l'échelle nationale.



## Appendix 1 RAPPORT DANS OPSYS

Une Intervention (également appelée projet/programme) est l'entité opérationnelle associée à un ensemble cohérent d'activités et de résultats structurés dans un cadre logique visant à apporter un changement ou un progrès en matière de développement. Les interventions sont les entités les plus efficaces (donc optimales) pour le suivi opérationnel par la Commission de ses opérations extérieures en matière de développement. En tant que telles, les Interventions constituent l'unité de base pour la gestion des mises en œuvre opérationnelles, l'évaluation des performances, le suivi, l'évaluation, la communication interne et externe, le reporting et l'agrégation.

Les interventions primaires sont des contrats ou des groupes de contrats produisant des résultats et répondant à la règle suivante: « un contrat donné ne peut contribuer qu'à une seule intervention primaire et pas à plus d'une ». Un contrat individuel qui ne produit pas de résultats directs et ne peut pas être logiquement groupé avec d'autres contrats produisant des résultats est considéré comme une « entité de soutien ». L'ajout de toutes les interventions primaires et entités de soutien équivaut au portefeuille de développement complet de l'Institution.

La présente Action est identifiée comme :

Niveau Action		
<input checked="" type="checkbox"/>	Action individuelle	Action présente: tous les contrats pour cette Action